

LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

OCTOBRE 1965

La lutte de classes en Angleterre

Peu de travailleurs français s'intéressent à l'Angleterre, autrement qu'à l'occasion de visites royales, de parties de foot-ball ou autres manifestations folkloriques. Ceux qui en parlent le font généralement avec une ignorance mêlée du chauvinisme le plus ridicule. Il serait pourtant fort profitable, pour chacun de nous, de connaître et de comprendre la situation actuelle de la classe ouvrière anglaise, car elle nous présente comme à travers une loupe une image grossie de nos propres problèmes et détruit du coup pas mal d'illusions encore répandues parmi nous.

Un pays, le plus hautement industrialisé du monde, où bourgeoisie et classe ouvrière s'affrontent en un combat silencieux mais incessant et acharné autour d'une question et d'une seule : combien d'heures par jour l'ouvrier travaillera-t-il pour lui et pour ceux de sa classe, et combien d'heures devra-t-il donner gratuitement aux capitalistes? Voilà pour les bons apôtres qui voudraient nous faire croire que la lutte des classes est désormais "dépassée" et aussi pour

ceux qui s'imaginent que, le règne de l'abondance ayant commencé, la lutte n'a plus aujourd'hui de fondements basement économiques.

Une monstrueuse prolifération de bureaucrates syndicaux et politiques, tous groupés en une seule organisation gigantesque, dont les adhérents se comptent par millions et qui est capable, à l'occasion, de faire élire au Parlement une majorité de députés parfaitement disciplinés et de constituer, seule, un gouvernement "travailliste".

Dure leçon pour ceux qui, ici s'en vont répétant que la source des maux qui nous accablent est la "division de la gauche" et qu'il suffirait que S.F.I.O. et P.C., P.S.U. et Radicaux mélangent leurs étiquettes sur un bulletin de vote pour que l'aube du royaume millénaire pointe enfin à l'horizon. Car voici que tous ces chevaliers du travail - qui de tout temps se sont signalés par leur zèle à condamner la grève et par leur habileté à la saboter - parlent et agissent, au gouvernement, exactement comme leurs prétendus adversaires conservateurs.

Du point de vue des travailleurs, la victoire électorale du tra-

vaillisme n'entraîne qu'une seule conséquence pratique: un nombre plus grand de militants ouvriers, sans doute honnêtes mais profondément bornés, se laissent persuader - sous prétexte de ne pas gêner les "camarades" du gouvernement - de jouer le rôle répugnant et ridicule du larbin volontaire, celui qui n'est même pas payé pour faire son sale boulot.

Dans quelles conditions la classe dirigeante anglaise a-t-elle été amenée, l'année dernière, à donner le gouvernement aux travaillistes, plutôt qu'aux conservateurs qui sont ses agents d'exécution habituels?

Depuis plusieurs dizaines d'années, la situation du capitalisme anglais dans le monde n'a fait que se dégrader. Ayant perdu une bonne partie des énormes profits que leur rapportait l'exploitation des colonies, tout en conservant dans une trop large mesure les dépenses militaires écrasantes et les exportations de capitaux liées à la période impériale, les capitalistes se sont trouvés dans l'incapacité d'assurer l'accumulation du capital à un rythme suffisant. Du coup, il devenait de plus en plus difficile d'imposer à la classe ouvrière le surcroît de travail nécessaire pour que les marchandises anglaises puissent trouver leur place sur les marchés mondiaux et les possibilités d'accumulation se trouvaient encore plus limitées. A chaque tour de ce cercle vicieux, la puissance du capitalisme anglais se trouvait rognée, jusqu'au moment où, arrivé au bord de la banqueroute, obligé de quémander à ses collègues étrangers des emprunts se chiffrant en milliards de dollars, il n'avait plus qu'à se réorganiser ou accepter de disparaître.

Tout le bavardage sur les malheurs de la livre sterling, toutes les savantes considérations techniques dont les journalistes bourgeois assaisonnent leurs raisonnements,

recouvrent un seul problème fondamental: comment affaiblir la résistance de la classe ouvrière anglaise, comment lui faire suer suffisamment de plus-value pour mettre les capitalistes anglais à égalité avec ceux des autres pays? Problème épineux, car la classe ouvrière anglaise est précisément la plus ancienne du monde, la plus fortement concentrée, et les longues années de faible accumulation du capital lui ont permis de s'installer sur des positions difficiles à entamer.

La force de la classe ouvrière anglaise se fait sentir, non pas à travers l'organisation syndicale qui l'enserre de toutes parts d'un réseau aussi vaste qu'inefficace, mais d'abord et avant tout par la détermination avec laquelle chaque groupe de travailleurs défend son niveau de vie, son emploi et ses conditions de travail, et par la fréquence des actions de solidarité. Il n'est pas rare, en Angleterre, de voir une usine entière débrayer à la suite d'une brimade individuelle, et refuser de reprendre le travail tant que l'intéressé n'a pas obtenu satisfaction: chose presque inconcevable ici où le travail de sape mené par la bureaucratie syndicale, la main dans la main avec le patronat a réussi depuis longtemps à faire oublier la solidarité de classe la plus élémentaire.

Autre signe de puissance ouvrière, encore plus important: une fraction considérable de la classe ouvrière (métallos, électriciens, mineurs, dockers, travailleurs des transports) a réussi depuis une cinquantaine d'années à mettre sur pied sa propre organisation de classe, qui échappe au contrôle des bonzes syndicaux. Partout où cette organisation fonctionne, des shop stewards (délégués) sont élus en assemblée d'atelier et chargés de transmettre les revendications de leurs camarades de travail. La liaison entre ateliers est assurée par des réunions de tous les délégués d'une usine. Parfois, des réunions ont lieu aussi sur
le plan →

local ou même national, dans des industries comme la production d'électricité où la direction est concentrée, mais les établissements très dispersés.

La bureaucratie syndicale est incapable d'intervenir dans l'élection des délégués. Ceux-ci, en effet, ne sont pas reconnus par la loi, et il n'existe aucune réglementation de l'élection, aucune procédure de désignation de candidats. Chaque délégué doit rendre compte de ses actes à ses camarades d'atelier, qui peuvent le désavouer s'il a outrepassé son mandat et le remplacer instantanément s'il a perdu leur confiance. Il en résulte que, chaque fois que les travailleurs le désirent, ils ont la possibilité de prendre en mains leurs intérêts et de décider eux-mêmes de ce qui les concerne.

Bien entendu, il s'en faut de beaucoup que les travailleurs soient toujours disposés à s'occuper de leurs propres affaires. Souvent, ils s'en désintéressent, se contentant de "faire confiance" à Un Tel ou à Tel Autre. Dans tous les cas où cela s'est produit, les conséquences ont été désastreuses: "trahison" des délégués, rupture de la solidarité ouvrière, défaite suivie de sanctions et d'une détérioration des conditions de travail, voilà le sort de tous les travailleurs qui ont cru pouvoir s'en remettre à l'autres du soin de les défendre.

L'organisation ouvrière a des hauts et des bas. Tantôt des agents de la bureaucratie parviennent à s'y infiltrer, tantôt une usine cède sous la pression patronale et l'organisation s'écroule. Mais tout aussi bien elle se reconstitue un peu plus tard, gagne de nouveaux secteurs où elle était inconnue, reprend vigueur et combativité là où elle était en sommeil. Aujourd'hui, le capitalisme anglais ne peut plus se contenter de résultats limités et

sans lendemain. Il faut frapper un grand coup, briser une bonne fois la résistance ouvrière, faire régner partout la discipline capitaliste. C'est dans ces conditions que la bourgeoisie anglaise s'est décidée, non sans hésitations, à confier le gouvernement au Parti Travailleuse. Peut-être la purge serait-elle mieux acceptée venant de docteurs déguisés en représentants des travailleurs.

Tout fiers d'être ainsi distingués, les dirigeants travaillistes se sont mis à l'oeuvre avec ardeur. Leur premier acte fut de limiter la distribution du crédit bancaire, poussant une entreprise après l'autre à réduire la durée du travail et à licencier une partie de son personnel. L'opération ne va pas sans mal, car la résistance ouvrière est forte et le chômage n'augmente que très lentement, au grand dépit du patronat.

Pendant ce temps, la hausse des salaires continue et les mesures de "rationalisation" (lisez "surexploitation") prévues dans différents secteurs (docks et transports publics notamment) ne progressent guère. Une offensive plus énergique est donc déclenchée. Dans un grand élan patriotique, les dirigeants travaillistes - qui viennent en leur qualité de ministres ou de chefs syndicaux de se voter de généreuses augmentations de traitement - font voter par le congrès des syndicats et par celui du Parti Travailleuse des mesures de blocage des salaires. Par une délicate attention, le contrôle des salaires est remis aux dirigeants syndicaux, chargés d'examiner les revendications et d'écarter sans pitié celles qui sont contraires à l'intérêt national - entendez, à l'intérêt des capitalistes.

Mais ce n'est pas tout. Chacun sait que les ouvriers se moquent éperdument de ce que pensent les dirigeants syndicaux, qui d'ailleurs le leur rendent bien. Que faire si ces salopards de travailleurs s'obstinent à ruiner

l'économie nationale par des revendications excessives? Ici, les dirigeants travaillistes hésitent. Oseront-ils employer la force? De différents côtés, on le leur conseille vivement. La presse bourgeoise "éclairée" et "libérale" agite de sombres menaces: sanctions pénales contre les grévistes, amendes fantastiques en cas de grève "non autorisée", tout est bon pour faire comprendre à la classe ouvrière que les temps ont changé.

Il n'est pas encore certain que ces menaces seront mises à exécution. Du moins peut-on penser que c'est assez probable. Mais tout dépendra, dans ce cas, de l'attitude des travailleurs eux-mêmes, et sur ce point la situation comporte des dangers indéniables. L'organisation des "shop stewards" s'est montrée, jusqu'ici, relativement efficace dans la défense de groupes de travailleurs isolés, éventuellement d'une usine ou de plusieurs usines du même groupe. Elle ne s'est pas élevée à la hauteur d'une organisation de l'ensemble de la classe, capable de mener une lutte frontale contre le capital et ses agents.

Or, une telle méthode de lutte ne peut plus suffire à partir du moment où tout l'appareil de l'Etat capitaliste intervient avec son poids économique écrasant et ses forces de répression dans n'importe quel conflit du travail, aussi localisé qu'il soit. Dans ces conditions, si la résistance continue en ordre dispersé, elle sera écrasée dans une usine après l'autre et la politique de rationalisation réussira. C'est uniquement si la classe ouvrière trouve dans l'offensive capitaliste elle-même la force de porter son action à un niveau plus élevé, que l'issue de la bataille peut devenir douteuse, et même néfaste, pour la bourgeoisie.

Productivité RATP

La modernisation, la rationalisation, la productivité, tartes à la crème de tous les capitalistes "modernes" gagnent chaque jour de nouveaux secteurs.

Pour les travailleurs, au cas même où elles n'entraînent pas de licenciements massifs, elles signifient travailler plus dans un temps donné.

Un nouveau secteur public est aujourd'hui atteint. Celui des transports en commun de la région parisienne.

Au mois d'Août, la direction de la R.A.T.P. a annoncé trois modernisations :

1.- Les autobus à impériale: il n'y a pas grand chose à en dire sinon qu'il est évident que sur ces véhicules un conducteur et un contrôleur seront chargés du transport d'un plus grand nombre de personnes.

2.- Le pilotage automatique des métros: les rames à commande automatique, qui existent au stade expérimental depuis 1951, ont été essayées dans des conditions d'exploitation normale au mois d'Août.

Pour le moment ni le conducteur, ni le chef de train ne sont supprimés sur ces rames. Mais dans les motrices à pilotage automatique une seule cabine est prévue pour le conducteur et le chef de train et il sera facile à la Direction de charger un seul employé d'actionner la commande de démarrage, de contrôler la marche en pilotage automatique et de surveiller les mouvements des voyageurs aux arrêts.

3.- La distribution et le contrôle automatique des billets: il s'agit là d'une mesure qui conduit directement à des suppressions d'emplois.

A côté de ces modifications annoncées d'une manière spectaculaire, d'autres mesures plus discrètes tendent à faire augmenter le productivité du travail des employés.

- Dans les stations de métro, en dehors des heures d'affluence, ce sont de plus en plus les mêmes employés qui délivrent les billets et les poinçonnent.

- Sur les lignes régulières d'autobus, ont été transférés des véhicules "bleus" dans lesquels le conducteur assure également la recette des billets.

Si les employés de la R.A.T.P. veulent s'organiser pour éviter une aggravation de leurs conditions de travail ils en ont encore le temps.

En effet, la généralisation du pilotage automatique ne peut se faire qu'au fur et à mesure de l'entrée en service de matériel moderne. Or ce n'est qu'en 1967 qu'une 3^e ligne de métro doit être équipée de rames neuves.

Quant à la distribution et au contrôle automatique des billets, les prototypes ne seront pas prêts avant plusieurs mois et il faudra encore plus de temps pour expérimenter la robustesse des appareils.

Malheureusement, il ne faut pas se cacher qu'une résistance efficace des employés est peu probable et qu'en tout cas elle devrait surmonter bien des obstacles.

En premier lieu, la situation syndicale est particulièrement sombre. Il existe en effet à la RATP une multitude de syndicats catégoriels (37 suivant certains statisticiens) et cette situation aggrave la division des travailleurs. Cela ne veut pas dire que s'il existait seulement des représentants des 3 centrales la position des employés serait brillante. Mais il ne fait aucun doute que l'existence de multiples syndicats n'a été rendue possible que par l'existence d'un esprit catégoriel chez de nombreux travailleurs.

En ce qui concerne la ligne de ces syndicats, elle est très variable. Certains d'entre eux, qui se situent sur une base de lutte de classe sont encore relativement sains: c'est notamment le cas du Syndicat Autonome Ouvrier (S.A.O.) de l'atelier central de réparation des autobus. D'autres, comme les syndicats des conducteurs de métro, sont purement et simplement des syndicats jaunes, au sens classique du terme.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que les actions revendicatives aient été peu nombreuses et peu efficaces: essentiellement des mouvements tournants qui dressaient le "public", c'est-à-dire, malgré tout, des travailleurs contre les employés.

Pour éviter de se faire encore plus exploiter, les travailleurs de la R.A.T.P. devront appeler les usagers à coopérer avec eux.

Mais, auparavant, ils ont un gros travail d'organisation à effectuer.

Camarade qui as lu ce bulletin,

tu te demandes peut-être qui nous sommes et où nous voulons en venir ?

Militants révolutionnaires, nous cherchons à nous rendre utiles à la classe ouvrière en diffusant des informations soigneusement étouffées par les partis et les syndicats qui se disent ouvriers.

Partout dans le monde, sans aucune exception, **la société est divisée en deux classes** : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes — bourgeois ou bureaucrates, peu importe — qui dispose de ces richesses, et aussi de la vie même des travailleurs.

Ce régime d'exploitation ne prendra fin que le jour où **la classe ouvrière saura s'organiser pour prendre elle-même en mains les instruments du pouvoir** — les armes, arrachées à l'Etat, et les moyens de production, arrachés aux capitalistes et à leurs valets.

C'est donc en vain que des charlatans prétendent lutter contre l'exploitation par des votes, des pétitions et autres manifestations dérisoires. Pas plus que ceux qui les ont précédés, les exploités d'aujourd'hui n'abandonneront le pouvoir de leur plein gré.

Mais c'est en vain aussi que partis et syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants « ouvriers ». En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, en les soumettant, comme dans l'entreprise capitaliste, à une hiérarchie de chefs et de chefsillons, ils ne font que compléter et renforcer la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi ces organisations se montrent totalement impuissantes, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Il faut en finir avec les illusions et les vantardises bureaucratiques : **seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes.**

Nous disons donc :

- qu'une décision — de grève, de reprise, d'acceptation ou de refus d'un accord, etc — n'est valable que si elle a été prise après une discussion démocratique **par les travailleurs qu'elle concerne** ;
- que là où une tâche doit être confiée à des **délégués**, ils doivent être élus par une assemblée d'atelier, de bureau ou d'entreprise, pas pour un an ou six mois, mais **uniquement pour cette tâche précise**, sur mandat impératif donné par les travailleurs ;
- que la première tâche à confier à des délégués, c'est l'établissement de contacts avec les autres entreprises de la localité, de la région, du pays et de l'étranger. C'est une réunion de délégués dûment mandatés, et non une poignée de bonzes inamovibles, qui peut seule coordonner la lutte des travailleurs.

Est-ce l'anarchie, ou une invention de rêveurs ? Non, **c'est l'organisation qui a été adoptée par les travailleurs eux-mêmes**, chaque fois qu'ils se sont mis en mouvement pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que pourront naître les organes de classe qui abattront un jour le pouvoir des exploités.

Nous savons très bien que cela n'est pas pour demain. Nous n'avons pas la naïveté de croire que la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en développant peu à peu les liaisons qui permettront à la classe ouvrière d'organiser elle-même son action.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants pour remplacer ceux qui ont fait faillite. Il s'agit, pour ceux qui sont d'accord sur ces positions, **de se grouper** pour mieux les propager, pour lutter plus efficacement, pour faire connaître aux travailleurs la possibilité qu'ils ont de se libérer eux-mêmes de l'esclavage capitaliste.

Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G. L. A. T.)

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaires des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : **Jean RENAULT - 73, rue Blanche, Paris-IX^e.**